

se défilé devant ses propres responsabilités, il y avait fait adopter le principe de l'abandon de l'outil, tout en s'en remettant, pour les modalités d'exécution, aux centrales professionnelles.

8 janvier.

Le 8 janvier, c'est le troisième dimanche de grève. Pour des centaines de milliers de travailleurs, c'est aussi le début de la quatrième semaine de grève. Les efforts que la classe ouvrière vient de déployer pour se libérer des pesantes machines de ses organisations, et qui se résument dans cette interrogation : « *Oui ou non, marche sur Bruxelles ?* », se sont soldés par un échec. Toute la presse ouvrière se couvre maintenant d'appels à la résistance : « *C'est une guerre d'usure que nous menons !* ». Mais les guerres d'usure sont perdues d'avance pour le prolétariat, quand le moment de l'offensive est passé. C'est une nouvelle phase de la grève qui commence aujourd'hui, la troisième, celle du déclin.

9 janvier.

40.000 manifestants à La Louvière, où parle André Renard. 15.000 à Huy, où parle encore André Renard. 25.000 manifestants à Charleroi, où Arthur Gailly, secrétaire de la régionale de Charleroi de la F.G.T.B., se fait huer.

On apprend que le gouvernement a convoqué d'urgence, à 4 h. 30 de la nuit, le comité ministériel de sécurité. Les rapports reçus dans la nuit par les services de police (on signalait une série de sabotages en Wallonie) ont fait brusquement craindre au gouvernement que l'insurrection ne soit entrée dans une phase active. L'Etat bourgeois est sur ses gardes. Bien qu'il soit maître de la situation, il craint toujours une offensive prolétarienne, qui ne viendra pas.

Selon *Le Drapeau Rouge*, plus de deux mille grévistes seraient actuellement emprisonnés.

10 janvier.

La reprise s'accroît. La F.G.T.B. a donné l'ordre de reprise à la métallurgie de Bruges et aux tramways de Gand. Cependant la Wallonie continue à tenir très fort.

La première tentative publique de compromis s'esquisse aujourd'hui à la chambre. Louis Major, secrétaire général de la F.G.T.B., et l'ancien premier ministre socialiste A. Van Acker, proposent deux amendements aux dispositions sur le chômage qui sont contenues dans la loi unique, amendements que le gouvernement retient. C'est là, de la part de Van Acker, un désaveu formel du groupe socialiste de la chambre et de tous les orateurs (Léo Collard en tête) qui avaient promis aux ouvriers que la loi unique ne pourrait jamais servir de base à un compromis. Déposer un amendement, c'est déjà admettre la loi.

Au cours de la discussion parlementaire, Achille Van Acker, dans une belle envolée, déclare : « *Moi aussi je me suis trouvé devant un grave conflit social. Je comprends donc que le gouvernement maintienne l'ordre. A sa place, j'en aurais fait autant.* » Paroles assez scandaleuses dans la bouche d'un mandataire socialiste en période de grève générale pour qu'elles se passent de commentaire. Mais le gouvernement et la bourgeoisie entendront pousser plus loin leur avantage. Eyskens ne répondra pas à la demande de compromis formulée par les chefs réformistes. Les ouvriers devront rentrer sans avoir obtenu la moindre satisfaction.

Car il n'est pas question, pour la bourgeoisie, de céder un pouce sur le terrain de la lutte des classes. Le ton est bien donné par *La libre Belgique* (13-1-61) qui demande : « *Maintenant que les forces de l'ordre ont pu être concentrées davantage dans les régions les plus touchées par la grève, ne faudrait-il pas se montrer plus ferme envers les fameux piquets de grève, afin de mettre fin à l'écoeurement scandale de cette constante violation de la liberté du travail ?* ».

Aujourd'hui encore, 20.000 manifestants à Anvers, 12.000 manifestants à Gand, 5.000 à Bruxelles.

11-12 janvier.

20.000 manifestants à Mons, où parle André Renard. Les grévistes des A.C.E.C. manifestent à Charleroi. Ils réclament : « *A Bruxelles !* », « *Belgique République !* ».

Dans toute la Belgique, on signale que l'action des forces de répression se fait plus violente. Les piquets de grève sont attaqués par la gendarmerie, les membres des Comités de grève sont emprisonnés. La bourgeoisie commence dès maintenant à démanteler l'embryon d'ordre ouvrier qui s'est créé spontanément au cours de la grève. Elle ne peut tolérer que la classe ouvrière organisée continue plus longtemps à contrôler la circulation, à régler les approvisionnements, les heures d'ouverture des magasins, etc.

Face à la répression, et aux directions syndicales qui avaient souvent donné l'ordre de « *ne pas insister devant la police* », les travailleurs ont fait preuve de la plus grande imagination. Les gendarmes cherchent-ils à faire circuler les piquets en les dispersant loin des portes des entreprises ? Les grévistes organisent sur-le-champ des piquets tournants, qui défendent l'entrée de l'usine sans donner à la police la possibilité de les disperser. Partout, les piquets se renforcent, se font plus mobiles. Le système des relèves se perfectionne. Les communications s'organisent. Chaque piquet dispose d'automobiles et d'estafettes motorisées. Il est relié à un centre local. Les centres locaux se regroupent en centres régionaux.

De même, la technique des manifestations s'améliore. On apprend à se diviser devant les charges de gendarmerie, et à se reformer dès que l'alerte est passée. On apprend les bons itinéraires, le moyen de s'armer. On apprend à diviser les forces de police, et à se défendre des photographes de presse qui renseignent la police.